



DÉPARTEMENT DES COTES D'ARMOR

VILLE DE PAIMPOL

ARRETE MUNICIPAL N° DG/2022-147
Autorisant Madame Ludivine DUBOS et Monsieur Nicolas MAHÉ, gérants de la SARL LUCHLONI, Bar « Le P'tit Bistrot » situé 6, Place Gambetta 22500 PAIMPOL, à occuper le domaine public communal ou le trottoir en domaine privé aux fins d'y installer une terrasse supplémentaire jusqu'au 15 septembre 2022

Nous, Fanny CHAPPE, Maire de la Ville de PAIMPOL,

- VU** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants réglementant la Police Municipale et L 2213-1 à L 2213-6,
- VU** le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L 2122-1 à L 2125-1, L 2125-3, et L 2125-4 et R 2122-1,
- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L581-3, L 581-8, L 581-18, L 581-21 et R 581-58 à R 581-65,
- VU** le code pénal, et notamment son article R 610-5,
- VU** le code de la voirie routière et notamment son article R 116-2,
- VU** la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,
- VU** la délibération du conseil municipal du 21 mai 2012 approuvant la charte des terrasses de la Ville de PAIMPOL,
- VU** la délibération du conseil municipal fixant le montant des redevances pour l'occupation du domaine public communal ou départemental autorisé,
- VU** l'arrêté municipal n° DG/2005-09 en date du 15 février 2005 portant réglementation permanente de la lutte contre le bruit,
- VU** l'arrêté municipal n° DG/2012-62 en date du 31 mai 2012 portant règlement des terrasses de la Ville de PAIMPOL,
- VU** l'arrêté municipal n° DG/2017-52 en date du 28 mars 2017 autorisant Madame Ludivine DUBOS et Monsieur Nicolas MAHE, gérants de la SARL LUCHLONI, bar « Le P'tit Bistrot » situé 6, place Gambetta 22500 PAIMPOL, à occuper le domaine public communal situé au droit de leur établissement,
- VU** l'arrêté municipal n° DG/2021-178 en date du 21 octobre 2021 donnant délégation de fonction à Monsieur Eric BINARD, 1^{er} Adjoint délégué à la Prévention, à la Sécurité et à la Mer,
- CONSIDERANT** la demande en date du 13 juin 2022 par laquelle Monsieur Nicolas MAHE bar « Le P'tit Bistrot » sollicite auprès de madame la Maire l'autorisation d'étendre sa terrasse pour la période estivale,
- CONSIDERANT** le courrier de Madame Sabine LELUYER, gérante de « Les pelotes de Pénélope », en date du 5 juillet 2022, autorisant Madame DUBOS et Monsieur MAHE à demander une extension de terrasse devant son établissement (ancienne Presse d'Armor), pendant la période estivale,
- CONSIDERANT** qu'il y a lieu, en conséquence, de prendre des mesures propres à garantir la sécurité des usagers, tout en préservant le respect du principe de la liberté du commerce et celui d'équité du service public,

Sur proposition du Directeur Général des services,

DG/2022-147

ARRETONS :

- ARTICLE 1^{er}** - Madame Ludivine DUBOS et Monsieur Nicolas MAHÉ
Sarl LUCHLONI
Bar « Le P'tit Bistrot »
6, Place Gambetta
22500 PAIMPOL
titulaires d'une autorisation d'occupation d'une surface de 12 m², **sont autorisés à installer une terrasse supplémentaire de :**
- **4m(L) X 3m(l) = 12m² au droit de l'établissement « Les pelotes de Pénélope » (anciennement « La Presse d'Armor »)**
 - **De 1.5m² au droit de l'établissement « Belles Demeures ».**
- Soit 13.50 m² à partir de la date de signature du présent arrêté et jusqu'au 15 septembre 2022 inclus, conformément au plan joint.**
- ARTICLE 2** - La présente autorisation est personnelle, révocable et incessible.
Les permissionnaires s'engagent à enlever sans délai et définitivement leur terrasse devant l'établissement « Les pelotes de Pénélope », dès son ouverture ou dès que la gérante en fera la demande.
- ARTICLE 3** - La présente autorisation est délivrée sous réserve des prescriptions particulières suivantes :
- **Un accès libre de 1.40 mètres devra être respecté pour permettre le passage des piétons et des personnes à mobilité réduite,**
 - **Ne sont autorisés que des tables, chaises, parasols,**
 - **Le mobilier devra être de bonne qualité, réalisé dans des coloris et des matériaux en adéquation avec le patrimoine, l'environnement et l'espace public,**
 - **La publicité est interdite sur le mobilier et les parasols,**
 - **Le mobilier devra être rangé en dehors de l'espace autorisé, à la fermeture de l'établissement.**
- ARTICLE 4** - Les installations mobiles que les permissionnaires planteront sur le domaine public communal le sont sous leur entière responsabilité ; à ce titre, ils seront titulaires en permanence d'une assurance en responsabilité civile professionnelle en cours de validité.
Toute modification devra faire l'objet d'une demande d'autorisation, à déposer au service Réglementation de la Ville de PAIMPOL, (mairie annexe de Kéridy).
- ARTICLE 5** - Les permissionnaires s'acquitteront des redevances calculées en fonction de la surface accordée par le présent arrêté et des tarifs unitaires au m² fixés annuellement par le Conseil Municipal. Leur non-paiement entraîne de plein droit le retrait de l'autorisation.
- ARTICLE 6** - Toute atteinte à l'intégrité du domaine public, de quelque nature qu'elle soit, est strictement interdite. Toute infraction sera poursuivie conformément à la réglementation en vigueur, et fera l'objet d'une remise en état aux frais des contrevenants.
- ARTICLE 7** - Sans préjudice des poursuites éventuelles, la présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par les permissionnaires des conditions précitées, des dispositions de l'arrêté municipal susvisé ou pour toute autre raison d'intérêt général.
- ARTICLE 8** - Le Directeur Général des services de la Ville de PAIMPOL,
Le Directeur des services techniques municipaux,
Le Commandant de la brigade de gendarmerie de PAIMPOL,
Le Chef de la police municipale de PAIMPOL, et tous les agents habilités à constater les contraventions à la police de la circulation,
La Responsable du service financier de la Ville de PAIMPOL,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor et notifiée aux intéressés.



A PAIMPOL, le 11 JUL. 2022

La Maire,
Pour La Maire,
L'Adjoint délégué à la Prévention,
A la Sécurité et à la Mer,

Eric BINARD



Conformément à l'article L 2131-1 du C.G.C.T., Madame la Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte qui a été transmis au représentant de l'Etat, publié et notifié le 11/07/2022. Les intéressés disposent à partir de cette date d'un délai de 2 mois pour se pourvoir contre cette décision, auprès du Tribunal Administratif de RENNES ou via l'application Télérecours citoyens disponible à partir du site www.telerecours.fr.

DG/2022-147

